

Loi anti-inflation

Nous sommes aujourd'hui en octobre 1975, c'est-à-dire cinq ans plus tard et l'inflation est pire que jamais, ce qui veut dire que le premier ministre d'alors et d'aujourd'hui était totalement dans l'erreur et le temps prouvera également qu'il était complètement dans l'erreur aussi lorsqu'il annonçait les mesures qui ont donné naissance au bill C-73.

En 1974, le prix du pain a augmenté de 26 p. 100, celui du sucre de 126 p. 100, celui des pommes de 32.6 p. 100, celui de la margarine de 26.9 p. 100, celui de la farine de 35.7 p. 100, et celui des pommes de terre de 23.1 p. 100 et ce ne sont là que quelques produits essentiels à l'alimentation.

Dans tous les autres domaines de la production, monsieur le président, ce fut la même chose. Ce même premier ministre aujourd'hui qui ne semble pas se souvenir de ce qu'il a dit en 1970 ou qui croit que tout le monde a perdu la mémoire en même temps vient nous annoncer des mesures extraordinaires en vue de juguler l'inflation.

Ces supposées mesures anti-inflationnistes du premier ministre ne sont qu'un trompe-l'œil et d'ici 18 mois, elles nous apporteront d'autres mesures qui permettront comme le souhaite le premier ministre et comme tout bon socialiste le souhaite l'établissement au Canada d'une société socialiste à la Mao et toutes les activités économiques des individus, des producteurs comme des consommateurs, seront soumises au contrôle total d'une bureaucratie monstre que l'on a déjà commencé à structurer et à ériger.

De plus, cette commission supposée anti-inflationniste s'installera dans tous les domaines et ses tentacules seront partout. Ces premières mesures, monsieur le président, ne régleront rien. Elles ne sont qu'une façade. Car lorsqu'une maison n'est pas de niveau sur ses fondations, il est inutile de vouloir éviter les conséquences d'une telle construction en essayant de réparer la toiture. Les fondations du système économique sont déséquilibrées. C'est la cause de l'inflation dans la «toiture des prix.» Le premier ministre veut s'attaquer aux conséquences de l'inflation sans s'attaquer aux causes de l'inflation, en ce sens qu'il a fait fausse route depuis qu'il est au pouvoir et qu'il continuera de le faire. Cependant, je dois concéder quelque chose au premier ministre. Il est parfaitement en accord avec les vues et les principes qu'étaient siens avant de devenir premier ministre. Il écrivait alors dans *Cité libre*. Nous pourrions nous référer à maintes pages où à la suite de ses nombreux voyages dans le monde, il relate qu'il était en admiration devant les dictatures socialistes et communistes qui existaient dans le monde.

Il veut établir la même chose au Canada. C'est pour cela qu'il lui était plus facile de s'infiltrer dans le parti libéral que de battre le parti libéral ou en demeurant dans le Nouveau parti démocratique avec qui il militait auparavant. Il a appliqué le vieux principe anglais qui dit: If you can't beat them, join them. C'est ce qu'il a fait.

L'inflation, cela fait son affaire. Il fallait l'inflation afin d'en arriver à l'état actuel des choses qui le force à adopter des mesures de façade au début mais qui amèneront d'autres mesures d'ici trois ans lesquelles mesures conduiront le Canada vers des structures essentiellement socialistes.

Lorsque le premier ministre a établi un objectif de 10 p. 100 maximum d'augmentation annuelle des prix, il confirme ceci. Premièrement, il ne peut rien faire pour arrêter l'inflation. Deuxièmement, que l'inflation va grimper à un rythme d'au moins 10 p. 100 par année, et troisièmement, qu'il ne fera aucune proposition concrète pour diminuer le problème des coûts de production.

[M. Rondeau.]

● (1610)

Le 14 décembre 1974 dans le journal *Le Soleil* de Québec, sous la signature de M. Jean-Paul Gagné, on peut y lire ceci: Les effets catastrophiques de l'inflation, et je cite:

Pour mesurer l'ampleur du phénomène, nous vous offrons ce petit tableau, qui illustre les coûts futurs de certains biens de consommation dans l'hypothèse où l'inflation progresse de 10 p. 100 l'an d'ici 1980, 1985 jusqu'à l'an 2000.

Si l'on établit le billet d'autobus en 1974 à 40c., alors qu'en 1975, Montréal est déjà arrivé à 50c. et si la progression inflationniste augmente de 10 p. 100 par année de 1975 à 1985, l'inflation à 10 p. 100 par année en 1975 nous donnera un prix de \$1.15 en 1985 pour le billet d'autobus, \$2.95 pour l'année 1995 et \$4.70. Pour un billet de 40c. en 1974, \$4.70 pour l'an 2000. Le paquet de cigarettes de 80c. en 1974 sera de \$2.30 en 1985, \$6 en 1995 et \$9.65 le paquet en l'an 2000. Le billet de cinéma \$2.50 en 1974, \$7.15 en 1985, \$18.50 en 1995 et \$29.85 en l'an 2000. Une robe de \$35 en 1974 sera, avec une progression inflationniste de 10 p. 100 par année, de \$99.85 en 1985, \$259.05 en 1995, \$417.20 en l'an 2000. Une commande d'épicerie en 1974 de \$50 sera de \$142 en 1985, \$370 en 1995 et \$595.95 en l'an 2000. Un complet pour homme de \$125 en 1974, sera de \$356.65 en 1985, de \$925 en 1995 et de \$1,490 en l'an 2000. Une automobile de \$4,500 en 1974 sera de \$12,839 en 1985, de \$33,301 en 1995 et de \$53,631 en l'an 2000. Une maison de \$30,000 en 1974, compte tenu des propositions du gouvernement, à la suite d'une augmentation de 10 p. 100 par année, sera de \$85,593 en 1985, sans parler des intérêts, et de \$222,007 en 1995 et enfin de \$357,000 en l'an 2000.

Monsieur le président, dans une économie aussi stupide, aussi à l'envers, aussi ridicule, un salaire annuel de \$8,000 devra pour maintenir la valeur supposée constante du dollar en face de cette maladie, le cancer de l'inflation, ce salaire en 1974 devra être de \$22,825 en 1985, de \$59,202 en 1995 et de \$95,345 en l'an 2000. Un salaire de \$12,000 en 1974 devra monter à \$34,237 en 1985, à \$88,803 en 1995 et à \$143,018 en l'an 2000.

Ces chiffres, monsieur le président, démontrent où nous nous dirigeons avec un taux de croissance inflationniste maximum de 10 p. 100 par année tel que proposé par le premier ministre lors de l'annonce de sa nouvelle politique «supposément» anti-inflationniste. Monsieur le président, le bill C-73 actuellement à l'étude va mener directement le pays au chaos économique, à la ruine de l'entreprise privée, à la rareté des produits, et à un État bureaucratique où les travailleurs seront au service de l'État.

Monsieur le président, je cite maintenant la revue *Inflation et Société*, 1960, par le professeur Graham Hutton:

En Angleterre, les économistes socialistes ont préconisé publiquement l'inflation en tant que méthode économique pour exproprier la classe des propriétaires de biens... Les penseurs socialistes haïssent tellement la propriété privée et l'épargne personnelle que, vers la fin des années cinquante, certains d'entre eux ont préconisé l'expropriation en provoquant délibérément l'inflation, après avoir endormi les épargnants et les investisseurs dans une fausse sécurité par des périodes intermittentes de prix stables.

Ce qui suit est extrait de la revue *Inflation et Société*, 1960, sous la signature du professeur économiste Graham Hutton.

L'inflation est une attaque voilée contre la justice et les droits. Parce qu'elle prive les individus de la valeur de leurs économies, elle est immorale... l'inflation est un vol. Quand nos soi-disant économistes...